

VII. TENDANCES DE L'IMMIGRATION ET CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES

Introduction et résumé¹

Le présent chapitre passe en revue les tendances de l'immigration et ses répercussions sur les marchés du travail et les finances publiques

Pour des raisons diverses, les migrations internationales sont une question qui préoccupe depuis longtemps les pays d'origine comme les pays d'accueil. Récemment, le débat a porté plus particulièrement sur le rôle que pourrait jouer l'immigration pour atténuer les effets économiques et budgétaires du vieillissement et du déclin des populations des pays de l'OCDE ainsi que pour pallier les pénuries de main-d'œuvre qualifiée dans des secteurs comme celui des technologies de l'information. Après avoir passé en revue les tendances récentes des migrations internationales, le présent chapitre aborde de manière synthétique l'analyse des répercussions de l'immigration sur les marchés du travail et les finances publiques. Une brève analyse des relations entre émigration et développement économique dans les pays d'origine est présentée en fin de chapitre. Les principaux résultats sont résumés ci-dessous² :

- La plupart des études indiquent que l'immigration entraîne de faibles bénéfices pour le pays d'accueil en termes de production par habitant mais que cet avantage n'est pas toujours également réparti. La répartition de ce bénéfice dépend du profil des qualifications de la main-d'œuvre immigrée et de celui de la main-d'œuvre autochtone.
- Rien ne permet d'affirmer jusqu'ici que l'immigration a aggravé le chômage de la population autochtone. Il se peut même qu'elle ait eu un effet bénéfique sur l'économie et sur l'emploi autochtone dans la mesure où elle est source de flexibilité.
- Un certain nombre de pays de l'OCDE ont pris récemment des initiatives afin de favoriser l'immigration de travailleurs qualifiés. La crainte a été exprimée que cela ne se traduise, dans les pays peu développés, par un « exode des cerveaux ».
- L'immigration a des répercussions sur les dépenses et les recettes publiques, mais l'incidence nette au niveau national semble avoir été jusqu'ici négligeable.
- L'accroissement de l'immigration peut limiter les répercussions défavorables du déclin et du vieillissement des populations sur les niveaux de vie et les finances publiques mais il ne peut pas résoudre à lui seul le problème.
- Les politiques tendant à stimuler le développement économique peuvent réduire l'incitation à émigrer à partir des pays en développement.

1. Le présent chapitre a été élaboré en collaboration avec la Division des économies non membres et des migrations internationales de la Direction de l'éducation, de l'emploi, du travail et des affaires sociales.

2. Pour une évaluation plus détaillée, voir Coppel *et al.* (2000) ainsi que la bibliographie et les références qui y figurent. Voir aussi Visco (2000a).

Tendances des migrations internationales

Les statistiques de l'immigration sont difficilement comparables d'un pays à l'autre

Sur le plan statistique, un certain nombre de mises en garde s'imposent lorsqu'il s'agit d'évaluer le volume de l'immigration, le nombre de résidents étrangers et certaines de leurs caractéristiques essentielles (voir encadré VII.1). Il faut se montrer particulièrement prudent pour ce qui est de l'interprétation des flux et des effectifs d'immigrants dans les différents pays. De plus, l'analyse présentée ici concerne essentiellement l'immigration légale, alors qu'on estime qu'une part non négligeable des flux concerne des migrants en situation irrégulière (voir plus loin).

La physionomie de l'immigration a changé dans tous les pays de l'OCDE

Compte tenu des avertissements précédents, il apparaît néanmoins que l'ampleur et la physionomie de l'immigration ont beaucoup changé au cours des dernières décennies et sont très différentes selon les pays de l'OCDE :

- Les États-Unis ont été au cours de l'histoire, et demeurent aujourd'hui encore, un important pays d'immigration nette, et parmi les pays de l'OCDE, celui qui reçoit le plus grand nombre d'immigrants (graphique VII.1, partie supérieure)³. Cependant, par rapport à sa population, le taux brut d'immigration est inférieur de moitié à celui qui prévalait entre le milieu du XIX^e siècle et les deux premières décennies du XX^e siècle.

Encadré VII.1. Statistiques des migrations : définitions et problèmes de comparabilité

Dans les pays de l'OCDE, les principales sources de données sur les migrations sont les registres de population, les permis de séjour ou de travail délivrés, les recensements et, dans un petit nombre de cas, des enquêtes spécifiques. Ces sources n'ont généralement pas pour objet l'enregistrement des phénomènes migratoires, de sorte qu'il est difficile d'harmoniser les statistiques et de disposer de données comparables. En outre, elles ne fournissent que des renseignements officiels fondés sur l'immigration légale et ne rendent pas compte des flux migratoires clandestins. La date exacte d'arrivée ou de départ des migrants est souvent difficile à déterminer et les séries chronologiques sont souvent discontinues, parce que les données sont dans bien des cas liées à l'accomplissement de formalités administratives obligatoires, lesquelles changent fréquemment et ne s'appliquent pas à tout le monde. Par exemple, dans les cas où les données sont fondées sur les permis délivrés, il peut arriver que les chiffres des entrées ne correspondent pas aux mouvements effectifs parce que certains des intéressés auront décidé de ne pas faire usage de leur permis ou de retarder leur arrivée. Dans d'autres cas, des immigrés en situation irrégulière déjà présents dans le pays ne seront comptabilisés qu'au moment de la régularisation de leur situation*. Il est particulièrement difficile de déterminer le volume des flux migratoires à l'intérieur de

l'Union européenne car la liberté de circulation y est totale et l'obligation de déclarer son changement de domicile difficile à faire respecter. Les changements qui interviennent dans la situation des individus et les procédures administratives risquent donc de se traduire dans le temps par des variations substantielles mais en quelque sorte artificielles du chiffre des entrées enregistrées.

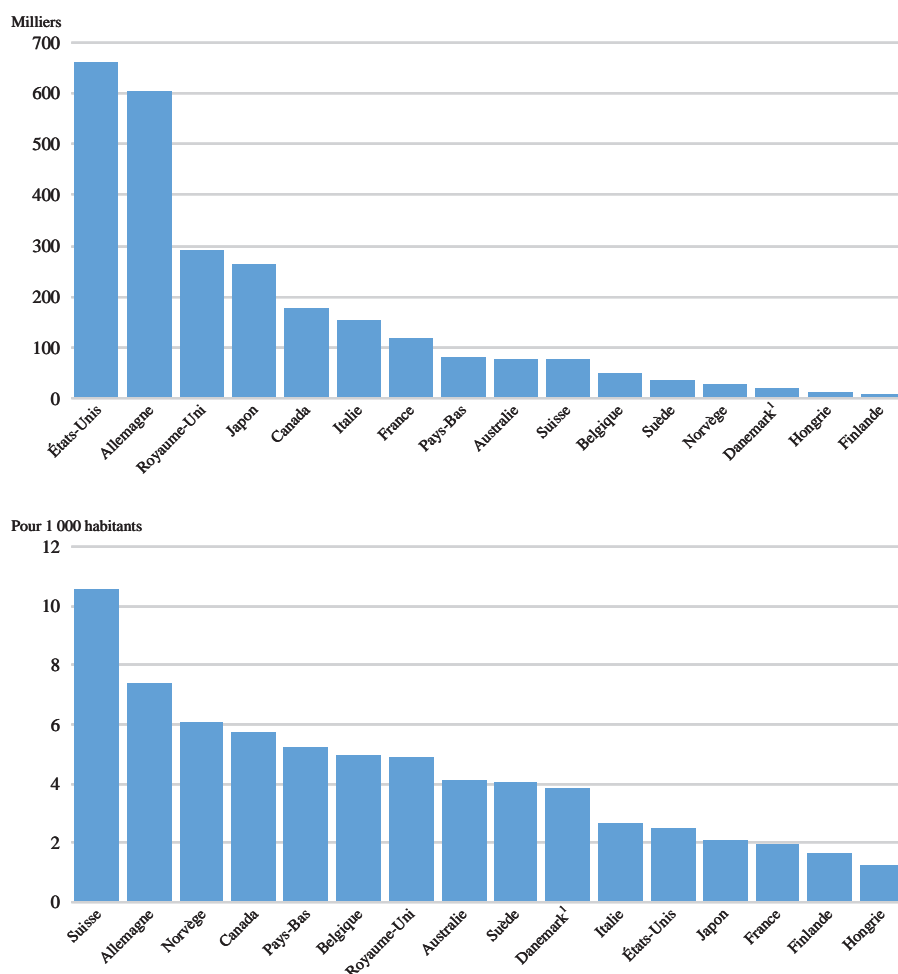
En dépit de l'effort accompli par l'Organisation des Nations Unies pour normaliser la collecte des données, les comparaisons internationales s'avèrent encore plus difficiles, en raison de la diversité des sources, de l'absence de définitions communes et des différences de méthodes statistiques. Ainsi, certains pays de l'OCDE (pays européens, Japon, Corée) définissent les immigrés comme étant les personnes de nationalité étrangère, tandis que d'autres (Australie, Canada, États-Unis, Nouvelle-Zélande) dénombrent les personnes nées à l'étranger. Dans le premier cas, les effectifs de migrants dans la population totale ont tendance à être plus faibles, parce que les nationaux naturalisés ne sont pas considérés comme des immigrés. Tel n'est pas toujours le cas, cependant, dans la mesure où les lois sur la nationalité de certains pays limitent la possibilité qu'ont les étrangers, y compris leurs enfants nés dans le pays d'accueil, de se faire naturaliser**.

* Aux États-Unis, par exemple, la moitié au moins des immigrants qui se sont vu délivrer en 1986 et 1995 une autorisation de résidence permanente étaient déjà présents dans le pays quand leur situation a été régularisée à la suite de mesures d'amnistie.

** Pour une discussion plus détaillée des statistiques des migrations, voir l'Annexe statistique du rapport annuel de l'OCDE, *Tendances des migrations internationales*.

3. Les flux migratoires nets et bruts sont estimés à partir de sources différentes. Dans le premier cas, les estimations sont fondées sur les registres de population, le solde migratoire étant déterminé résiduellement, tandis que, dans le second, on se fonde sur les formalités administratives. Les deux séries ne sont pas directement comparables.

— Graphique VII.1. Arrivées d'étrangers dans les pays de l'OCDE en 1998 —

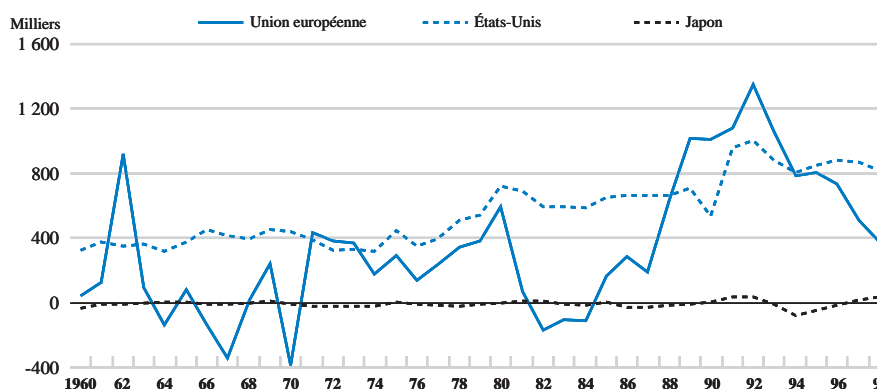


1. Les données pour le Danemark se réfèrent à 1997.

Sources : OCDE ; ISTAT (1998), *Rapporto Annuale*.

- La plupart des pays européens ont cessé d'être des pays d'émigration, si bien que, pour presque toutes les années des quatre dernières décennies, l'Union européenne apparaît dans son ensemble comme une zone d'immigration nette (graphique VII.2). Les flux nets ont augmenté tout au long des années 80 pour culminer au début des années 90, sous l'effet de la chute du « rideau de fer » et de plusieurs guerres et conflits ethniques qui sont venus gonfler le nombre des demandeurs d'asile, particulièrement en Allemagne, aux Pays-Bas, dans les pays nordiques et au Royaume-Uni. Depuis lors, la mise en place d'une réglementation plus stricte s'est traduite par une diminution du nombre des entrées d'immigrants légaux⁴.

4. Dans certains pays où l'émigration est relativement importante, les statistiques des entrées peuvent masquer l'ampleur des mouvements migratoires effectifs dans un sens et dans l'autre. L'Allemagne, par exemple, enregistre à peu près quatre fois plus d'entrées que la plupart des autres pays européens pour lesquels des données sont disponibles, mais a pourtant un solde migratoire analogue à celui des autres principaux pays européens d'accueil.

— Graphique VII.2. Immigration nette dans les principales zones de l'OCDE¹ —

1. Les flux migratoires nets sont calculés comme la différence entre la population totale du 1^{er} janvier et celle du 31 décembre pour une année calendaire donnée, moins la différence entre les naissances et les décès au cours de la même année.
Sources : OCDE ; Eurostat (1999).

- Au Japon, l'immigration nette a toujours été négligeable. Récemment, cependant, les restrictions à l'immigration temporaire ont été assouplies et, en 1998, le Japon a enregistré un grand nombre d'entrées. Mais, par rapport à sa population, le nombre de ces entrées demeure limité comparé à la situation qui prévaut dans des pays nettement moins peuplés de l'OCDE (graphique VII.1, partie inférieure).

Les pays d'origine et d'accueil reflètent souvent la proximité géographique ou des liens historiques

Le nombre des pays d'origine des nouveaux immigrants est en augmentation dans presque tous les pays de l'OCDE, avec une répartition très variable suivant les pays. Par exemple, les étrangers qui arrivent en Allemagne sont surtout originaires de Turquie et d'Europe orientale. En Italie, l'augmentation récente des flux d'immigration est due pour l'essentiel à l'arrivée de ressortissants d'Albanie, de l'ex-Yougoslavie et d'Afrique du Nord, alors qu'en France et au Royaume-Uni les anciens territoires d'outre-mer et les colonies demeurent une source importante d'arrivées. Aux États-Unis, les nouveaux immigrants viennent surtout du Mexique, alors qu'en Australie ils sont principalement originaires de pays d'Asie, de Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni. Les différences de pays d'origine reflètent donc encore dans une large mesure les liens de proximité géographique et les liens historiques qu'entretiennent ces pays avec les différents pays d'accueil.

La population étrangère de la zone OCDE s'est accrue au cours de la dernière décennie...

Reflétant l'accroissement de l'immigration enregistré au cours des années 80 et au début des années 90, les effectifs de la population étrangère de la zone OCDE (s'agissant des pays où des données sont disponibles) ont augmenté de plus de 13 millions de personnes entre 1988 et 1998, pour atteindre près de 57 millions, soit 7 pour cent de la population totale. Pour l'Europe, la part de la population étrangère est relativement faible, s'établissant à environ 5 pour cent en 1998, contre près de 10 pour cent aux États-Unis et quelque 20 pour cent en Australie et au Canada. Mais, au sein de l'Europe, le pourcentage d'étrangers dans la population totale est très variable (tableau VII.1).

... et ne présente pas le même profil que les autochtones pour ce qui est du niveau d'instruction et de l'emploi

Les caractéristiques de la population étrangère diffèrent de celles des nationaux sur des points importants. Dans plusieurs grands pays de l'OCDE, près de la moitié de la population adulte étrangère n'a pas poursuivi ses études au-delà du premier cycle de l'enseignement secondaire (tableau VII.2). Cela s'explique en partie par la demande de main-d'œuvre peu qualifiée du secteur manufacturier qui

Tableau VII.1. Population étrangère ou née à l'étranger dans certains pays de l'OCDE

	Milliers		Pourcentage de la population totale	
	1988 ^b	1998 ^c	1988 ^b	1998 ^c
Australie ^a	3 753	3 908	22.3	21.1
Autriche	344	737	4.5	9.1
Belgique	869	892	8.8	8.7
Canada ^a	4 343	4 971	16.1	17.4
Danemark	149	256	2.8	4.8
Finlande	19	85	0.4	1.6
France	3 714	3 597	6.8	6.3
Allemagne	4 489	7 320	7.3	8.9
Irlande	82	111	2.4	3.0
Italie	645	1 250	1.1	2.1
Japon	941	1 512	0.8	1.2
Luxembourg	106	153	27.4	35.6
Pays-Bas	624	662	4.2	4.4
Norvège	136	165	3.2	3.7
Portugal	95	178	1.0	1.8
Espagne	360	720	0.9	1.5
Suède	421	500	5.0	5.6
Suisse	1 007	1 348	15.2	19.0
Royaume-Uni	1 821	2 207	3.2	3.8
États-Unis ^a	19 767	26 300	7.9	9.8
Union européenne ^d	11 249	14 291	4.1	5.1
Total ^e	43 677	56 872	5.7	7.0

a) Les données pour les États-Unis, le Canada et l'Australie se réfèrent à la population née à l'étranger.

b) 1990 pour les États-Unis ; 1991 pour le Canada et l'Australie ; 1982 pour la France.

c) 1990 pour la France ; 1996 pour le Canada et l'Australie.

d) Excluant la Grèce.

e) Pour les pays présentés dans le tableau et, le cas échéant, pour les dates notées ci-dessus.

Source : OCDE.

a été enregistrée dans le passé, notamment dans beaucoup de pays d'Europe et de pays de « peuplement » comme l'Australie et le Canada où le pourcentage de travailleurs de l'industrie est plus élevé parmi les étrangers que parmi les nationaux (tableau VII.3). Aux États-Unis, la population étrangère compte aussi un pourcentage disproportionné de travailleurs agricoles. La disparité de niveau d'instruction entre les populations autochtones et les populations étrangères est vraisemblablement appelée à diminuer si la tendance actuelle à privilégier l'entrée de travailleurs qualifiés se maintient (voir plus loin).

Comme on l'a indiqué plus haut, les chiffres des entrées brutes comme des flux nets d'immigrants sont sans doute sous-estimés, du fait des mouvements migratoires illégaux ou clandestins. Ces mouvements concernent les personnes qui entrent illégalement dans le pays ou y séjournent au-delà de la date d'expiration de leur visa ou encore les demandeurs d'asile à qui le statut de réfugié politique n'a pas été accordé et qui se maintiennent néanmoins dans le pays. Par définition, il est impossible de savoir exactement combien d'immigrants entrent illégalement dans les pays de l'OCDE mais leur nombre est sans doute en augmentation par rapport

*L'immigration illégale
est sans doute en augmentation*

**Tableau VII.2. Population adulte étrangère et autochtone
selon le niveau d'enseignement dans certains pays de l'OCDE^a**

moyenne 1995-1998, pourcentages

	Enseignement secondaire, 1 ^{er} cycle		Enseignement secondaire, 2 ^e cycle		Enseignement supérieur	
	Étrangers	Autochtones	Étrangers	Autochtones	Étrangers	Autochtones
États-Unis ^b	35.0	15.7	24.1	35.0	40.9	49.3
Allemagne	48.5	13.2	37.0	62.2	14.4	24.6
France	63.3	33.4	22.9	45.4	13.8	21.1
Italie	47.1	56.3	38.3	34.3	14.6	9.3
Royaume-Uni	65.1	43.9	14.7	32.5	20.2	23.7
Canada ^c	22.2	23.1	54.9	60.3	22.9	16.6
Suède	30.8	20.4	41.5	50.3	27.7	29.3

a) La classification de niveau d'enseignement est définie comme suit : l'enseignement secondaire 1^{er} cycle comprend le niveau pré-primaire ou pas d'enseignement, primaire ou secondaire 1^{er} cycle ; l'enseignement secondaire 2^e cycle comprend l'enseignement secondaire et postsecondaire non universitaire ; l'enseignement supérieur comprend l'enseignement universitaire.

b) Populations nées à l'étranger et autochtones âgées de 25 ans et plus. L'enseignement 1^{er} cycle comprend l'enseignement secondaire avant obtention de diplôme, le 2^e cycle comprend l'enseignement jusqu'à l'obtention du diplôme de lycée, et l'enseignement supérieur se réfère à l'éducation tertiaire.

c) Populations nées à l'étranger et autochtones âgées de 25 à 44 ans. L'enseignement 1^{er} cycle comprend l'enseignement jusqu'à la 9^e année, le 2^e cycle de la 9^e à la 13^e année, et l'enseignement supérieur comprend l'enseignement postsecondaire et universitaire.

Sources : Eurostat, Labour Force Surveys ; Statistics Canada ; US Census Bureau.

**Tableau VII.3. Emploi d'étrangers
et d'autochtones par secteur d'activité^a**

Moyenne 1995-1998

	Agriculture		Industrie		Services	
	Étrangers	Autochtones	Étrangers	Autochtones	Étrangers	Autochtones
Australie	2.2	5.8	26.7	20.7	71.1	73.4
Autriche	1.3	7.6	42.0	29.2	56.7	63.2
Belgique	1.1	2.7	35.9	27.1	63.0	70.3
Canada ^b	2.4	4.7	24.6	19.6	73.0	75.7
Danemark	4.4	3.9	22.9	26.6	72.7	69.5
Finlande	3.6	7.7	23.5	27.6	72.9	64.7
France	3.2	4.8	38.2	26.0	58.7	69.3
Allemagne	1.4	3.1	46.3	34.1	52.3	62.8
Grèce	3.9	19.9	41.3	22.5	54.7	57.6
Irlande	3.7	11.0	25.2	28.3	71.2	60.8
Italie	6.8	6.6	34.9	32.2	58.3	61.2
Japon ^c	0.3	5.5	64.1	61.6	35.6	33.0
Luxembourg	1.6	3.8	28.3	20.0	70.1	76.2
Pays-Bas	2.1	3.8	28.3	22.9	69.7	73.4
Portugal	1.9	12.8	38.8	32.5	59.3	54.7
Espagne	7.5	8.5	20.7	30.1	71.8	61.4
Suède	1.5	3.3	27.2	25.7	71.3	71.0
Royaume-Uni	0.7	1.9	20.2	27.4	79.1	70.7
États-Unis ^d	4.2	2.4	26.2	22.6	69.5	75.0
Total ^e	3.3	4.3	29.2	27.4	67.5	68.4

a) Pour chaque pays, les deux colonnes représentent la désagrégation des étrangers et autochtones (personnes nées à l'étranger et autochtones pour l'Australie, le Canada et les États-Unis) dans l'emploi total de chaque groupe.

b) 1996.

c) L'emploi étranger se réfère à juin 1997. L'emploi national se réfère à l'emploi civil total pour la période 1995-98.

d) 1997.

e) Pour les pays présentés dans le tableau et, le cas échéant, pour les dates notées ci-dessus.

Sources : OCDE, *Statistiques de la population active* ; Eurostat ; Australian Bureau of Statistics ; Statistics Canada ; ministre de la Justice japonais ; US Census Bureau.

aux périodes précédentes⁵. Les chiffres des flux bruts de migrants clandestins en cours d'année sont, pense-t-on, encore plus élevés, ce qui signifie que beaucoup de ces migrants doivent quitter le pays peu de temps après y être entrés.

Les principaux déterminants de l'immigration

On sait encore assez peu de chose sur les raisons qui incitent certaines personnes à émigrer et sur ce qui se passe quand elles le font, malgré une littérature de plus en plus abondante sur la question. On distingue généralement deux types de facteurs : les facteurs « d'impulsion » (*push factors*), affectant l'intérêt que présente l'émigration et la disposition à émigrer, et les facteurs « d'attraction » (*pull factors*), relatifs à la demande d'immigrants dans le pays de destination.

Les flux d'immigration sont déterminés par un ensemble complexe de facteurs

En ce qui concerne les premiers facteurs, les revenus escomptés relatifs dans le pays d'accueil et dans le pays d'origine sont généralement considérés comme un facteur important de l'incitation à émigrer⁶. On peut obtenir une valeur approchée des écarts de revenu escompté relatif en rapportant le revenu par habitant du pays d'origine (lorsque les données sont disponibles) à celui du pays d'accueil. Sur la base de cet indicateur, et si l'on utilise les valeurs statistiques moyennes par pays, en faisant abstraction des disparités de répartition du revenu à l'intérieur du pays d'origine et du pays d'accueil, l'incitation à émigrer peut paraître extrêmement forte (tableau VII.4)⁷. Pour les sept grands pays, à l'exception du Royaume-Uni, le revenu annuel moyen par habitant des pays d'origine est, pour 1997, inférieur de moitié à celui du pays d'accueil, alors que la moyenne non pondérée pour l'ensemble des pays énumérés dans le tableau avoisine les deux tiers. Les États-Unis constituent presque un cas à part dans la mesure où les flux migratoires proviennent essentiellement de pays dont le revenu par habitant est très faible⁸.

Ces facteurs dépendent notamment de l'écart des revenus escomptés entre le pays d'accueil et le pays d'origine...

5. On a essayé d'estimer le volume de l'immigration illégale d'après le nombre des personnes demandant à bénéficier des opérations de régularisation. Aux États-Unis, selon une estimation relativement récente, le nombre d'immigrants illégaux entrés en 1996 aurait été d'environ 300 000, soit le tiers du nombre d'immigrants légaux enregistré cette année-là. Pour l'Europe, le nombre des immigrants clandestins a été estimé à des chiffres pouvant atteindre un demi-million par an, ce qui correspond à un rapport encore plus élevé au nombre d'immigrants entrés régulièrement. Pour le Japon, le nombre de résidents en situation irrégulière a été officiellement estimé à 270 000 au début de l'année 1999. En Australie enfin, le nombre de visiteurs temporaires demeurés sur le territoire après l'expiration de leur visa a été estimé au milieu de l'année 1999 à environ 53 000 (pour les références, voir Coppel *et al.* 2000).
6. Cette opinion se situe dans la ligne des travaux précurseurs de Harris et Todaro (1970) portant sur la migration entre milieux rural et urbain.
7. Le pourcentage des immigrants inclus dans les calculs, pour ce tableau, varie considérablement selon le pays d'accueil (de 33 à 89 pour cent). Cela tient d'une part à l'insuffisance de données sur la ventilation exacte des flux d'immigrants par pays d'origine et, de l'autre, à l'absence de données sur le PIB par habitant pour l'ex-Yougoslavie, la Bosnie, la Croatie, l'Irak, l'Iran, la Somalie et le Zaïre. Du fait de cette dernière lacune, l'indicateur de revenu relatif est surestimé, en particulier pour des pays comme le Danemark, la Suède et la Suisse où une proportion assez élevée des immigrants est originaire de pays ne disposant pas de données sur le PIB. Une sous-estimation est également possible, toutefois, dans l'UE si la faiblesse du pourcentage d'immigrants pris en compte est liée au manque d'informations suffisantes sur les migrants en provenance d'autres pays de l'UE.
8. Les calculs concernant ce pays excluent toutefois les « non-immigrants ». Il s'agit de personnes qui ont le droit de demeurer et de travailler aux États-Unis pendant un maximum de six ans, encore qu'elles deviennent souvent des résidents permanents. Ces dernières années, les États-Unis ont admis quelque 600 000 « non-immigrants » par an, parmi lesquels on compte environ 80 pour cent de travailleurs qualifiés. Il est donc probable que, par rapport aux autres immigrants, la proportion de « non-immigrants » qui sont originaires de pays plus riches et ont dans leur propre pays un revenu supérieur à la moyenne est plus forte.

**Tableau VII.4. Revenu par habitant dans les pays d'origine
par rapport aux pays hôtes en dollars PPA courants, 1997^a**

Pays hôte	Nombre moyen d'immigrants ^a (milliers)	Pourcentage d'immigrants inclus dans le calcul	PIB (pondéré) par habitant du pays d'origine en 1997, PPA\$	PIB par habitant du pays d'origine en pourcentage du PIB par habitant du pays hôte en 1997
Australie	87.4	66.6	12 265	60.7
Belgique	51.2	74.1	17 688	77.7
Canada	207.3	48.6	9 900	44.0
Danemark ^b	26.1	33.4	16 679	70.4
Finlande	7.8	61.2	8 744	43.4
France	77.5	55.3	6 231	28.3
Allemagne	679.3	49.9	10 016	47.1
Italie ^c	111.0	67.4	8 279	40.8
Japon	243.9	67.3	10 387	43.2
Pays-Bas	75.6	43.2	15 497	73.4
Norvège	18.0	61.7	17 565	71.8
Suède	33.6	32.6	17 835	90.1
Suisse	77.5	50.4	19 262	76.3
Royaume-Uni ^b	219.8	89.4	14 832	71.5
États-Unis	773.8	77.8	6 371	22.0

a) Basé sur les flux d'immigration entre 1995-98.

b) Les données d'immigration se réfèrent à la moyenne des années 1995-97.

c) Les données d'immigration se réfèrent à 1998.

Sources : OCDE, *Statistiques sur les migrations internationales* ; World Bank Development Indicators, 1999.

*... d'un certain nombre de
facteurs non économiques...*

Il n'y a pas nécessairement une correspondance stricte entre les écarts de revenu relatif et les mouvements migratoires effectifs, car ceux-ci dépendent également de la politique d'immigration du pays de destination ainsi que d'autres facteurs qui influent sur les coûts et les avantages escomptés de l'émigration. Les facteurs non économiques ont eux aussi leur importance. Le coût psychologique associé au fait de partir vivre dans un autre pays et les différences de langue et de culture pèsent sur la décision d'émigrer ainsi que sur le choix du pays de destination. Les coûts économiques aussi bien que non économiques que doivent supporter les migrants sont tempérés par la présence dans le pays d'accueil de réseaux constitués par les immigrés déjà installés : ce facteur influe fortement sur le choix du pays de destination des migrants, de sorte que l'implantation des vagues migratoires antérieures détermine en partie, par l'effet des programmes de regroupement familial, le pays d'origine des nouveaux immigrants (Carrington, Detragiache et Vishwanath, 1996). D'autre part, certaines études (la plus récente étant celle de Daveri et Faini, 1999) donnent à penser que la migration internationale peut être appréhendée au travers d'une stratégie familiale, visant à diversifier les sources de revenu, à minimiser les risques supportés par le ménage et à surmonter les obstacles qui l'empêchent d'accéder aux marchés du crédit.

*... et des pénuries
de main-d'œuvre
dans les pays d'accueil*

Du côté des facteurs de demande, les besoins en travailleurs migrants de nombreux pays d'accueil sont une raison dont l'importance a été soulignée⁹. Beaucoup de grands pays européens et les États-Unis ont pendant longtemps fait appel à de la main-d'œuvre étrangère pour pourvoir des emplois du secteur des services et des industries exposées à la concurrence de produits importés. Il en a surtout été ainsi entre le milieu des années 50 et le début des années 70, périodes où il existait un peu

9. Voir, par exemple, Faini (1998).

partout des pénuries de main-d'œuvre et où des pays comme l'Allemagne, l'Australie, la France et le Royaume-Uni encourageaient activement l'immigration. Ce facteur lié à la demande est devenu moins important après le premier choc pétrolier de 1973. Depuis quelques années, les pays d'accueil sont plutôt demandeurs de travailleurs qualifiés et cherchent à attirer davantage d'immigrants possédant des compétences particulières (voir plus loin).

Conséquences de l'immigration et enjeux pour les pouvoirs publics

L'immigration est un sujet controversé. Ceux qui s'y opposent craignent qu'elle n'ait des répercussions négatives sur le marché du travail, les finances publiques, la situation sociale et la répartition des revenus. Ses partisans, au contraire, notent le rôle économique positif qu'elle peut jouer, en contribuant par exemple à remédier à certaines pénuries de main-d'œuvre et aux problèmes liés au vieillissement des populations. Mais les données de fait qui peuvent illustrer ces deux points de vue sur les migrations internationales sont souvent limitées.

Les principales préoccupations d'ordre économique concernant l'immigration ont trait à ses répercussions sur le marché du travail et sur les finances publiques

Répercussions sur le marché du travail

Bien qu'on ne constate aucune relation évidente entre l'immigration et le chômage (graphique VII.3), la crainte est souvent exprimée que l'immigration n'entraîne une augmentation du chômage et une baisse des salaires pour la population autochtone. En théorie, l'incidence de l'immigration sur le marché du travail dépend des qualifications relatives des immigrés et des autochtones dans le pays d'accueil. On doit s'attendre à ce que le revenu salarial du facteur migrant – composé principalement de main-d'œuvre non qualifiée – et des autres facteurs avec lesquels il est en concurrence augmente dans le pays d'origine et baisse dans le pays de destination (ou à ce que, dans le pays de destination, en cas de rigidité des salaires, le chômage augmente), alors que les salaires et revenus de facteurs complémentaires varieront en sens inverse, à mesure que la production s'adaptera aux nouvelles intensités factorielles. Quand l'analyse prend en compte d'autres facteurs de production, tels que le capital, les effets distributifs sont plus complexes¹⁰.

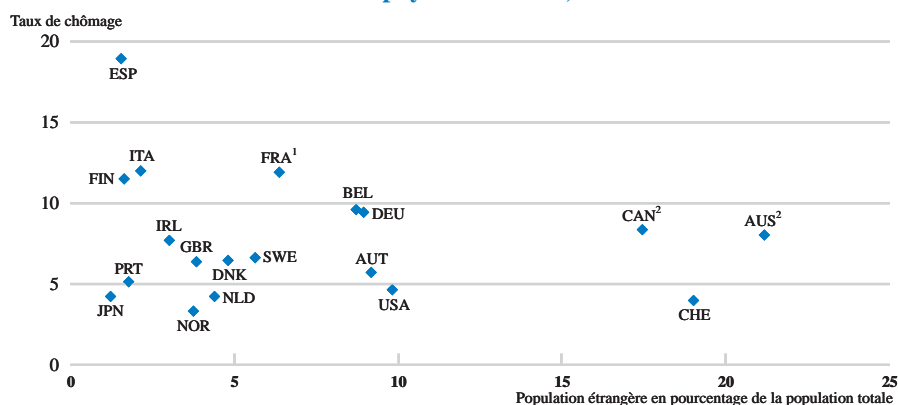
En théorie, les effets sur le niveau des salaires dépendent du profil des qualifications de la main-d'œuvre étrangère et de la main-d'œuvre autochtone

Il est difficile d'évaluer l'amplitude et la nature de ces effets car, outre les différences de qualification et de niveau d'instruction, ils varient aussi selon le volume de l'immigration, les différentes vagues d'immigration, leur implantation, ainsi que les caractéristiques des migrants telles que le sexe, l'âge, le pays d'origine et le statut juridique. De plus, il y a lieu de penser que les effets varient dans le temps à mesure que les immigrés acquièrent des compétences nouvelles et de l'expérience sur le marché du travail du pays d'accueil. À mesure que les salaires relatifs évoluent, on peut s'attendre à ce que la population autochtone ajuste en conséquence ses décisions d'investissement en capital humain. Néanmoins, les études empiriques disponibles réalisées aux États-Unis ne prouvent pas que l'immigration ait pour effet d'augmenter le chômage dans le pays d'accueil

En pratique, ces effets sont de faible amplitude

10. Voir Borjas (1999) pour une analyse formelle et les prolongements de ce modèle de base.

Graphique VII.3. Immigration et taux de chômage dans les pays de l'OCDE, 1998



1. Les données sur la population se réfèrent à 1990.

2. Les données sur la population se réfèrent à 1996.

Source : OCDE.

(Borjas, 1993, et Friedberg et Hunt, 1995). En Europe, les résultats sont moins tranchés, quelques études faisant état d'un faible effet négatif de l'immigration sur l'emploi (Winkelman et Zimmerman, 1993). Cette constatation peut s'expliquer par une moindre flexibilité du marché du travail et une adaptation plus lente des économies de l'UE par rapport à celle des États-Unis. Les études relatives aux effets de l'immigration sur les salaires confirment généralement les prédictions de la théorie classique ; toutefois, l'amplitude de ces effets est faible¹¹.

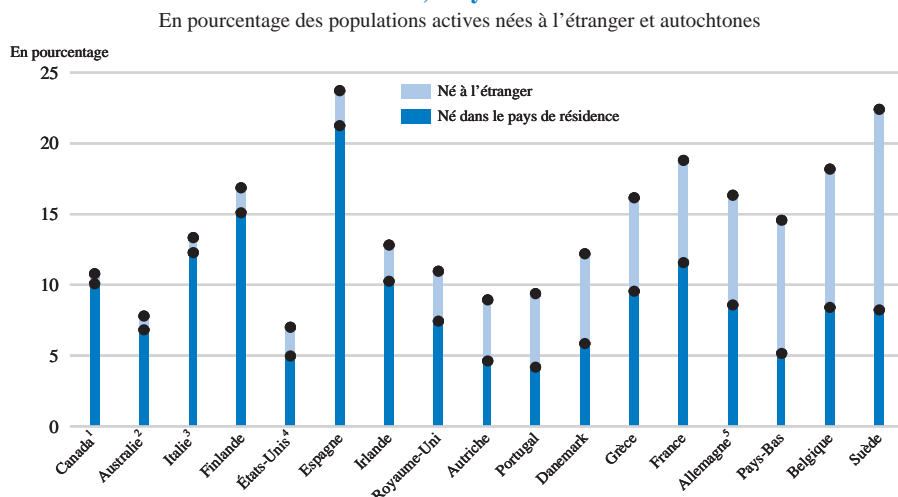
Le taux de chômage a tendance à être beaucoup plus élevé parmi les immigrés que dans la population autochtone, en particulier dans les pays de l'UE (graphique VII.4). Mais à mesure que les immigrés apprennent la langue du pays, se familiarisent avec les institutions du marché du travail et améliorent leurs compétences, le taux de chômage des étrangers baisse et se rapproche de celui des nationaux. En outre, au fur et à mesure que s'opère ce processus d'assimilation, la convergence progresse entre les salaires des immigrés et ceux des autochtones (Borjas, 1998).

L'immigration comporte un certain nombre d'avantages économiques pour le pays d'accueil...

En dépit de l'attention portée sur les éventuels effets négatifs de l'immigration sur le marché du travail, il se peut qu'en réalité cette dernière soit la source d'un certain nombre d'avantages économiques pour le pays d'accueil. Premièrement, elle crée une demande de biens et services produits par la population d'accueil, ce qui a une incidence favorable sur la demande de main-d'œuvre. Deuxièmement, les immigrés, notamment dans l'UE, ont tendance à offrir un volant de main-d'œuvre flexible, ce qui compense en partie le manque de mobilité géographique ou fonctionnelle de la population autochtone. L'immigration

11. Dans le cas des États-Unis, Friedberg et Hunt (1995) indiquent qu'un accroissement de 10 pour cent de la proportion d'immigrés dans la population (accroissement considérable) ne réduit les salaires des autochtones que d'un pour cent au maximum. Pour ce qui est de l'Europe, une étude sur les travailleurs allemands fait apparaître que l'immigration s'est traduite dans les années 80 par un fléchissement du taux de salaire des ouvriers et une hausse de celui des employés (De New et Zimmerman, 1994). Dans le cas de la France, Garson *et al.* (1987) ont montré que l'immigration avait une très faible incidence sur les salaires des autochtones.

Graphique VII.4. Taux de chômage des populations nées à l'étranger et autochtones, moyenne 1995-1998



1. Les données de référence à 1996.

2. Les données de référence à 1998.

3. Les données de référence à 1995-97.

4. Les données de référence à 1997.

5. Les données concernent les étrangers et les nationaux et non pas les personnes nées à l'étranger ni les autochtones.

Source : OCDE.

peut ainsi accélérer l'adaptation à des conditions nouvelles et atténuer le coût d'ajustement pour la population autochtone. Néanmoins, l'immigration n'est pas un substitut de la souplesse des marchés, et ses avantages potentiels ne pourront se concrétiser que si les institutions et les politiques du marché du travail offrent aux migrants comme aux nationaux un cadre propice dans lequel chercher et trouver du travail.

Si l'on considère l'économie dans son ensemble, il est encore plus difficile de déterminer avec précision si l'immigration se traduit par des bénéfices ou des coûts nets. Quelques auteurs, cependant, s'y sont efforcés et leurs études concluent généralement à un avantage net pour la population autochtone. Ce bénéfice, cependant, n'est pas toujours également réparti et certains groupes (par exemple ceux dont le travail est substituable à celui des immigrés) peuvent pâtir de l'immigration. De plus, il se pourrait que la valeur des transferts de richesse soit un grand nombre de fois supérieure à celle des avantages nets.

... bien que la répartition de ces avantages risque fort d'être inégale

Immigration et pénuries de main-d'œuvre qualifiée

Les transformations structurelles enregistrées par les économies de l'OCDE se caractérisent par une production à plus forte intensité de « savoir », ce qui a eu pour effet d'accroître la demande de main-d'œuvre qualifiée. Dans certains secteurs comme celui des technologies de l'information, cet accroissement a été substantiel et rapide, et les employeurs ont du mal à trouver les spécialistes dont ils ont besoin. C'est ainsi qu'aux États-Unis le taux de chômage des professionnels des technologies de l'information est actuellement inférieur à 2 pour cent et que leurs salaires ont augmenté plus vite que le taux de salaire national, deux

La demande de compétences s'est déplacée vers le haut

tendances qui valent également pour d'autres travailleurs hautement qualifiés. Aussi d'aucuns ont-ils été amenés à préconiser l'admission d'un plus grand nombre d'immigrants et, plus particulièrement, une réorientation des politiques migratoires en direction de l'immigration temporaire de personnes hautement qualifiées.

Des mesures ont été prises pour attirer un plus grand nombre de travailleurs qualifiés

Un certain nombre de pays de l'OCDE ont déjà modifié leur législation de manière à faciliter l'entrée de spécialistes étrangers et de remédier ainsi en partie à leurs pénuries de main-d'œuvre qualifiée. C'est ainsi que les autorités japonaises ont porté la durée maximum de validité des visas d'une année à trois ans pour certaines catégories de travailleurs qualifiés. Aux États-Unis, les plafonds fixés pour l'immigration temporaire ont récemment été relevés et, dans le même ordre d'idée, le Royaume-Uni et la France ont institué un système simplifié de délivrance des permis de travail en faveur des entreprises qui connaissent de graves pénuries de main-d'œuvre, afin d'accélérer le recrutement de travailleurs étrangers. Enfin, le gouvernement allemand a mis en place un programme d'immigration temporaire pour recruter des spécialistes des technologies de l'information.

Ces initiatives sont trop récentes pour avoir eu des effets perceptibles sur la composition des flux migratoires. En tout état de cause, l'entrée dans les pays d'accueil est régie par plusieurs critères différents, de sorte qu'une réorientation radicale des programmes d'immigration est difficilement envisageable. Par exemple, dans des pays comme l'Australie et le Canada, qui ont une tradition d'immigration sélective et qui favorisent davantage depuis quelques années l'immigration de travailleurs qualifiés, cette catégorie d'immigrants ne représentait encore en 1998 que moins du tiers du nombre total d'entrants, ce qui ne correspond qu'à une faible augmentation par rapport aux années précédentes de la même décennie (tableau VII.5).

Tableau VII.5. Immigration par catégorie d'éligibilité dans certains pays de l'OCDE^a

En pourcentage du total

	Regroupement familial		Qualifications		Asile politique		Autre ^b	
	1993	1998	1993	1998	1993	1998	1993	1998
Australie ^c	42	27	29	34	14	11	15	28
Canada	65	61	15	23	10	13	10	3
Danemark ^d	29	32	12	11	19	15	40	42
Nouvelle-Zélande	20	42	73	49	5	9	2	1
États-Unis ^e	53	72	16	12	14	8	17	8

^a) Se réfère à l'immigration permanente ou équivalent, sauf mention du contraire.

^b) La rubrique « autre » varie selon les pays. Pour l'Australie, cette rubrique inclut les Néo-zélandais pouvant immigrer sans visa au Danemark, « autre » inclut les certificats de résidence pour les résidents de l'UE.

^c) Année fiscale se terminant le 30 juin.

^d) Se réfère aux permis de résidence.

^e) Année fiscale se terminant le 30 septembre.

Sources : OCDE (1999), *Tendances des migrations internationales* ; Australian Department of Immigration and Multicultural Affairs (DIMA) ; Citizenship and Immigration Canada ; New Zealand Immigration Service ; US Immigration and Naturalization Service ; European Migration Centre (EMZ).

Répercussions sur les budgets publics

Le débat concernant les coûts et bénéfices de l'immigration s'est en partie focalisé sur l'incidence de celle-ci sur les finances publiques. La question formulée est souvent celle de savoir si l'immigration ne fait pas peser sur les systèmes de protection sociale, d'éducation et de santé une charge supplémentaire qui n'est pas compensée par des recettes fiscales additionnelles. Savoir si l'effet budgétaire net de l'immigration est positif ou négatif n'est pas seulement important du point de vue des finances publiques : ce peut être aussi un critère sur lequel fonder des politiques de nature à encourager ou, au contraire, à décourager l'immigration. Ce débat a conduit certains gouvernements à mettre en place des mesures, des délais d'attente par exemple, qui restreignent l'accès des nouveaux arrivants à certaines prestations sociales, et notamment aux indemnités de chômage.

L'immigration a une incidence sur les dépenses et les recettes publiques...

L'évaluation de l'incidence budgétaire nette de l'immigration est chose compliquée. Les résultats dépendent beaucoup de la méthodologie adoptée, de la période visée, des hypothèses posées quant à ce qu'il convient de prendre en compte ou d'exclure, des services publics que l'on considère comme des biens publics purs, du taux d'actualisation et de l'unité démographique retenue pour l'analyse (individus ou ménages). Le champ des diverses études réalisées varie aussi, les efforts les plus sérieux faits pour chiffrer les effets de l'immigration sur les dépenses publiques étant centrés sur les prestations sociales. La conclusion à laquelle aboutissent généralement ces études est que les personnes nées à l'étranger ont moins de chances de recevoir une aide des pouvoirs publics que les personnes présentant des caractéristiques similaires qui sont nées dans le pays, et que lorsqu'elles bénéficient d'une telle aide le niveau des transferts est plus faible¹². Cependant, selon des analyses récentes effectuées aux États-Unis (Gustman et Steinmeier, 2000), la probabilité qu'un immigré reçoive des prestations sociales a augmenté entre le début des années 70 et la fin des années 90, du fait d'un moindre niveau de qualification des immigrés récents et de leur connaissance médiocre de l'anglais, qui sont deux facteurs associés à une demande accrue de prestations. Le pourcentage de bénéficiaires de prestations sociales parmi les immigrés tend cependant à décroître avec leur ancienneté dans le pays d'accueil pour se rapprocher du pourcentage de bénéficiaires parmi la population autochtone (Borjas et Hilton, 1996).

... mais le calcul de cette incidence est compliqué...

Les recherches qui concluent à une charge additionnelle nette ont surtout un caractère comptable : l'analyse est statique et, souvent, ne s'inscrit pas dans un cadre économique. Cette approche est d'un intérêt limité car elle n'établit pas de distinction entre les immigrés des différentes générations et fait abstraction des effets du cycle de vie sur la demande de services publics et le paiement d'impôts. Les études longitudinales sur des cohortes de migrants montrent généralement que la valeur actualisée nette de l'apport fiscal des immigrés et de leurs descendants a tendance à être supérieure au surcroît de dépenses publiques dont ils bénéficient mais les ordres de grandeur sont généralement faibles. Les résultats, toutefois, varient selon la composition des vagues migratoires, notamment selon le niveau d'instruction et l'âge des nouveaux immigrants à la date d'arrivée dans le pays hôte. En outre, du fait des concentrations d'immigrés dans certaines zones géographiques, l'impact sur les budgets des collectivités locales peut être important, surtout pour les années suivant les arrivées.

... et l'impact net au niveau national est négligeable

12. Pour une vue d'ensemble de ces travaux, voir le chapitre spécial sur l'immigration et les transferts sociaux dans OCDE, *Tendances des migrations internationales*, édition 1997.

Une immigration accrue offre-t-elle une solution au problème du vieillissement des populations de l'OCDE ?

Les pays de l'OCDE ont des populations vieillissantes et décroissantes...

L'une des principales modifications structurelles auxquelles ont à faire face les économies de l'OCDE est le vieillissement de leur population¹³. Le pourcentage de personnes en âge de travailler dans la population totale ira en décroissant, en particulier à partir de 2010, lorsque la génération du *baby boom* commencera à partir à la retraite. Qui plus est, selon les projections démographiques actuelles de l'Organisation des Nations Unies, qui sont établies sur la base de soldes migratoires faibles ou nuls, les populations de l'Union européenne et du Japon devraient, entre 2000 et 2050, diminuer respectivement de 12 et 17 pour cent, ce qui représente au total quelque 65 millions de personnes. Pour les États-Unis, les projections font apparaître un accroissement de la population totale, mais avec une proportion plus élevée de personnes âgées.

... ce qui aura un effet négatif sur les niveaux de vie et accroîtra la pression budgétaire

La diminution de la population totale et de la population active, ou le ralentissement de leur croissance, aura une incidence sur le niveau de vie matériel et entraînera une pression fiscale accrue. Selon les estimations de l'OCDE, l'effet cumulé de ces phénomènes pourrait être, d'ici le milieu du siècle, de réduire les niveaux de vie (mesurés par le PNB par habitant corrigé des effets liés aux termes de l'échange) de 10 pour cent aux États-Unis, de 18 pour cent dans l'Union européenne et de 23 pour cent au Japon, par rapport aux projections reposant sur l'hypothèse d'une poursuite de l'accroissement tendanciel de la productivité et des ratios de dépendance (population âgée de 65 ans et plus rapportée à la population âgée de 15 à 64 ans) inchangés¹⁴.

Le recours à l'immigration pourrait avoir un impact sur la structure par âge de la population

Face au problème du vieillissement des populations, une solution, qui a rarement été analysée en profondeur, pourrait être de recourir à l'immigration pour accroître la population et en modifier la structure par âge. Un flux accru d'immigrants aurait une incidence immédiate sur l'effectif de la population d'âge actif, si l'on admet que la structure par âge de la migration nette, qui correspond à une population relativement jeune, restera la même dans l'avenir¹⁵. Néanmoins, dans un certain nombre de pays de l'OCDE, le profil de la structure d'âge de la population étrangère ne diffère guère de celui de la population autochtone (graphique VII.5), ce qui donne à penser que le maintien des tendances migratoires passées ne suffirait pas à compenser le vieillissement des populations.

Toutefois, il ne permettrait pas à lui seul de résoudre les problèmes liés au vieillissement

Dans un rapport récent, l'Organisation des Nations Unies a étudié le niveau d'immigration qui serait nécessaire pour permettre à certains pays d'atteindre entre 1995 et 2050 des objectifs démographiques déterminés (Nations Unies, 2000). Les flux migratoires qui permettraient à l'Union européenne de maintenir l'effectif de sa population totale et celui de sa population d'âge actif (15-64 ans) aux niveaux les plus élevés qu'ils ont atteints en l'absence d'immigration après 1995 ne sont pas très différents des flux enregistrés au cours de la dernière décennie. En revanche, le niveau d'immigration nette requis pour maintenir constant le ratio de dépendance (rapport de la population âgée de 65 ans et plus à la population d'âge actif) à son niveau de 2000 suppose, pour tous les pays et régions étudiés, d'énormes accroissements du

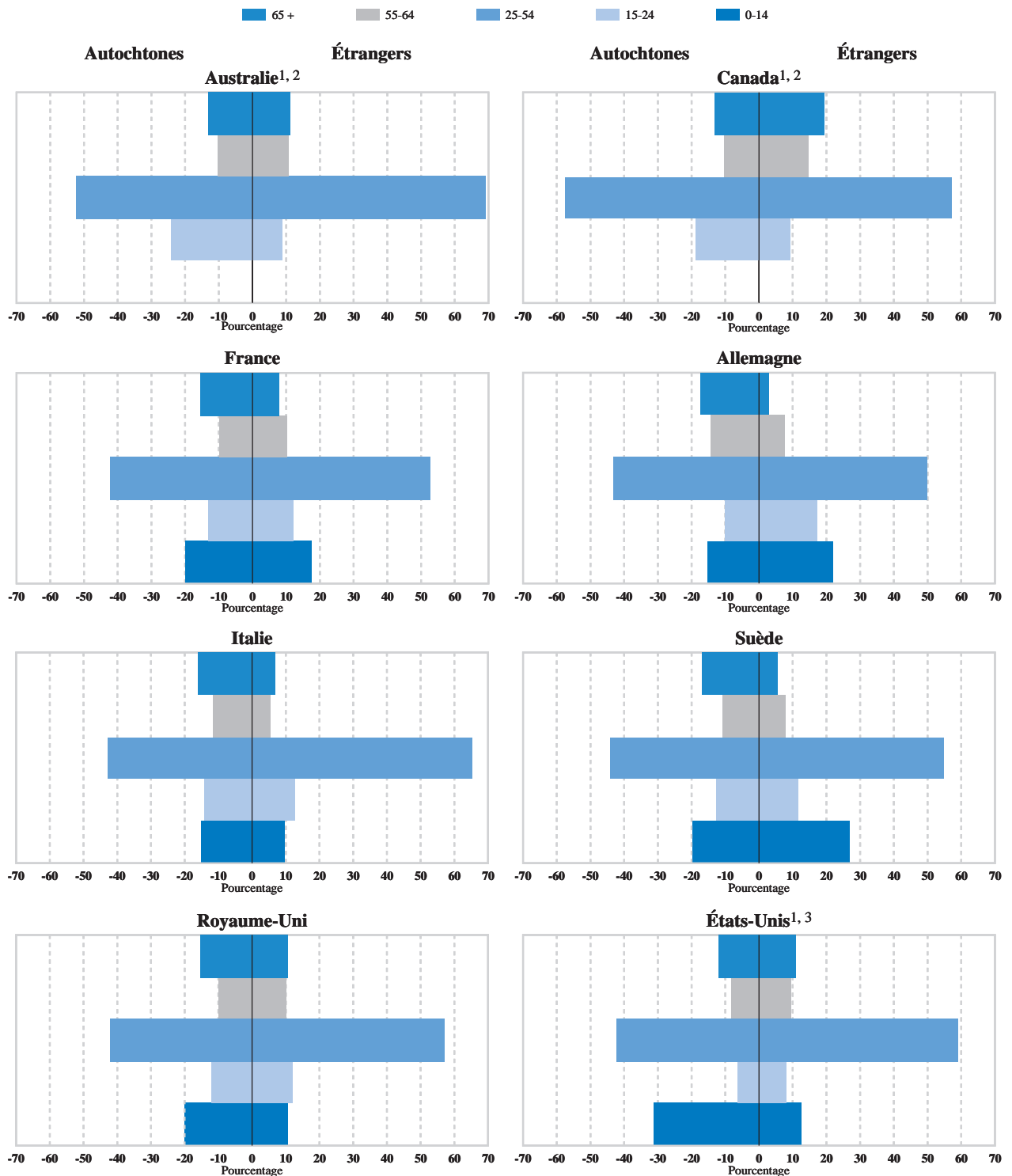
13. Pour des analyses plus détaillées sur le vieillissement, voir OCDE (1998) et Visco (2000b).

14. Ces résultats postulent aussi des flux migratoires modérés. Pour plus de détails sur le modèle, les hypothèses de base et les simulations de scénarios, voir Turner *et al.* (1998).

15. L'âge médian des nouveaux immigrants est en moyenne d'environ 30 ans, contre 36 pour la population de l'ensemble des pays de l'OCDE.

Graphique VII.5. Population autochtone et étrangère par groupe d'âge¹, moyenne 1995-1998

Pourcentage de la population totale de chaque groupe



1. Populations nées à l'étranger et autochtones pour l'Australie, le Canada et les États-Unis.

2. Population âgée de 15 ans et plus, pour l'année 1996.

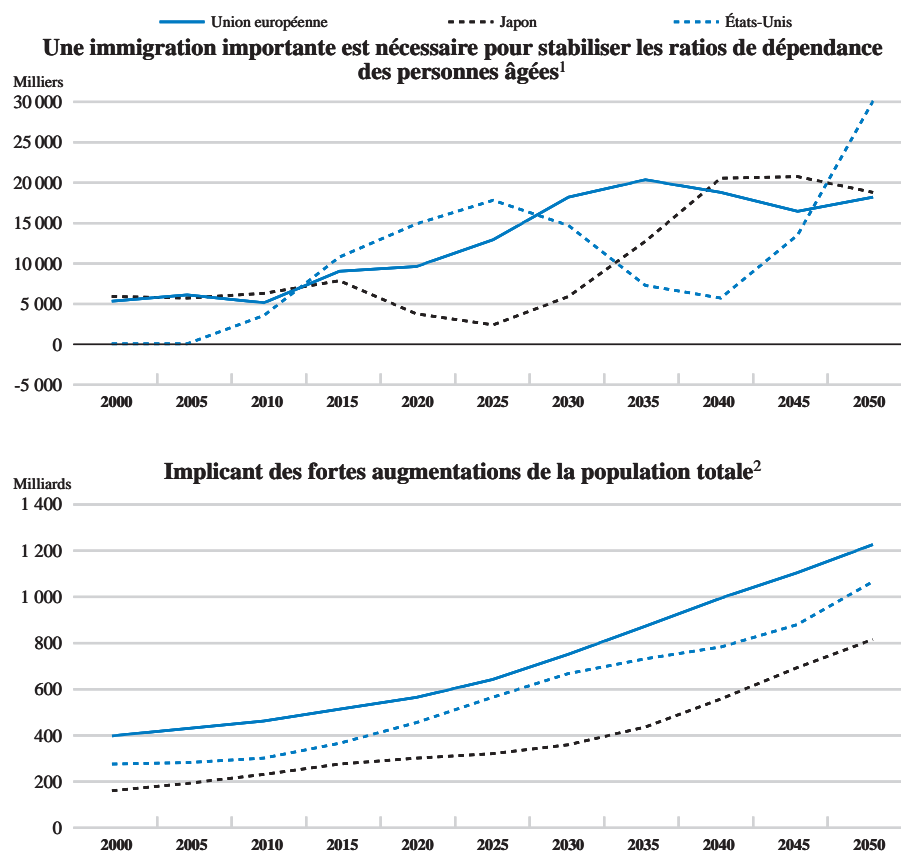
3. Les données se réfèrent à 1998.

Sources : Eurostat, Australian Bureau of Statistics, Statistics Canada, US Census Bureau.

solde migratoire, qui impliqueraient une augmentation considérable de la population totale (graphique VII.6).

A supposer même que les pays à population vieillissante puissent attirer de tels surcroîts d'immigrants, ajuster la politique d'immigration de manière à atteindre des objectifs démographiques précis n'est pas chose aisée. Ainsi, les pouvoirs publics sont peut-être capables de maîtriser le volume de l'immigration mais ils n'ont guère de prise sur l'émigration, de sorte qu'il leur est difficile d'influer sur le solde migratoire. En outre, l'existence d'accords de libre circulation, la persistance de l'immigration illégale et la difficulté de la combattre, ainsi que des considérations humanitaires, limitent la possibilité qu'ils ont d'agir sur la composition démographique de l'immigration et compliquent leur action¹⁶. Il faut donc se montrer réaliste et reconnaître que, si un accroissement de l'immigration peut limiter l'impact négatif de la diminution et du

Graphique VII.6. Immigration et vieillissement



1. Moyenne annuelle d'immigration nette pour les 5 ans terminant dans l'année présentée.

2. Population totale dans l'année présentée.

Source : United Nations Population Division (2000), *Replacement Migration*.

16. Même les pays qui ont une tradition d'immigration sélective semblent incapables de modifier de façon marquée la composition globale des arrivées (Cobb-Clark, 2000, pour l'Australie, et Duleep et Regets, 1992, pour le Canada).

vieillesse des populations sur les niveaux de vie et les budgets publics, il ne peut à lui seul résoudre ces problèmes.

Aspects concernant les politiques de développement

L'immigration a des conséquences non seulement pour le pays d'accueil, mais aussi pour l'économie du pays d'origine. Une des principales craintes est que le pays d'origine ne perde ses travailleurs les plus qualifiés (« exode des cerveaux ») et que son développement économique n'en pâtisse. Ce problème est plus ou moins tangible selon que les émigrés s'installent définitivement dans un autre pays ou finissent par rentrer dans leur pays d'origine. On sait peu de chose, toutefois, sur la fréquence de ces retours et les raisons qui les motivent, bien que dans le cas des États-Unis la proportion d'immigrés qui finissent par retourner dans leur pays ait été estimée à environ 25 pour cent. Dans la mesure où un pourcentage appréciable des immigrés rentrent un jour au pays, l'émigration peut en fait favoriser le développement économique, grâce au transfert et à l'application de l'expérience acquise à l'étranger dans le pays d'origine. De plus, les fonds envoyés par les émigrés constituent une importante source de devises. En Albanie, ils équivalent à une fois et demie le montant des exportations de biens et services du pays, et ils représentent environ 20 pour cent des exportations en Inde, au Maroc et en Grèce (tableau VII.6). Pour les 20 pays énumérés dans le tableau, les transferts de fonds des travailleurs émigrés ont, en 1998, atteint au total environ 41 milliards de dollars, chiffre qui approche le montant net de l'aide publique étrangère octroyée par les pays de l'OCDE.

L'immigration a des incidences sur les potentialités de développement économique des pays d'origine

Tableau VII.6. **Rapatriement de salaires**
dans certains pays d'origine, 1998

	Rapatriement de salaires, millions de \$US	Rapatriement de salaires en pourcentage des exportations de biens et services
Albanie	452	153.5
Jordanie	1 543	42.5
Bangladesh	1 600	27.3
Égypte	3 370	26.9
Nicaragua	200	26.3
Inde	9 453	20.7
Maroc	2 011	20.2
Jamaïque	659	19.5
Grèce ^a	2 816	18.9
République dominicaine	1 326	17.7
Sri Lanka	999	17.7
Pakistan ^a	1 738	17.1
Équateur	840	16.8
Nigeria	1 574	16.0
Guatemala	457	13.1
Turquie	5 356	9.8
Honduras	220	9.2
Tunisie	718	8.5
Pérou	400	5.3
Mexique	5 627	4.3
Total	41 359	12.1

a) Les données se réfèrent à 1997.

Sources : FMI (1999), *Balance of Payments Statistics Yearbook*, Part 1.

Même si les aspects positifs de l'émigration étaient insuffisants pour compenser la perte de main-d'œuvre qualifiée, les pouvoirs publics ne pourraient guère agir sur elle directement car un gouvernement démocratique peut difficilement restreindre les sorties de son territoire. Mais les gouvernements ne peuvent pas non plus négliger les effets d'une forte émigration nette permanente. Celle-ci reflète les dysfonctionnements de l'économie du pays. La lutte contre « l'exode des cerveaux » passe donc par la mise en œuvre de politiques propres à promouvoir le développement économique et donc à réduire ainsi à la source l'incitation à émigrer.

*Les politiques propres
à stimuler le développement
peuvent réduire l'incitation
à émigrer dans les pays
en développement*

Il n'y a pas de formule magique pour le développement économique mais il ne fait guère de doute que l'accroissement des investissements matériels et humains est un moteur universel de croissance économique, surtout lorsque ces investissements s'appuient sur des marchés fonctionnant bien (voir chapitre IV « Liens entre la politique économique et la croissance : constatations au niveau international »). A cet égard, un meilleur accès des pays d'émigration aux marchés des pays développés, ainsi que leur plus grande ouverture à l'investissement direct étranger, sont de nature à augmenter les possibilités d'emploi et à réduire ainsi l'incitation au départ. L'aide étrangère peut aussi concourir au développement du pays bénéficiaire, surtout quand elle est assortie d'un processus de réformes intégrées et constitue un canal de transmission du savoir-faire technique. Cependant, il est peu probable qu'à court terme ces politiques aient beaucoup d'effets sur l'incitation à émigrer car les avantages à attendre d'une plus grande ouverture des marchés et de l'investissement étranger mettent du temps à se matérialiser¹⁷.

17. Voir, par exemple, OCDE, 2000a.

BIBLIOGRAPHIE

- BORJAS, G.J. (1993),
« L'impact des immigrés sur les possibilités d'emploi des nationaux » in OCDE, *Migrations internationales : le tournant*, Paris.
- BORJAS, G.J. (1998),
« The economic progress of immigrants », National Bureau of Economic Research, *NBER Working Paper*, n° 6506.
- BORJAS, G.J. (1999),
« The economic analysis of immigration », in *Handbook of Labour Economics*, vol. 3A, O. Ashenfelter et D. Card (dir. pub.), North Holland.
- BORJAS, G.J. et L. HILTON,
« Immigration and the welfare state: immigration participation in means-tested entitlement programmes », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 111, n° 2.
- CARRINGTON, W., E. DETRAGIACHE et T. VISHWANATH (1996),
« Migration with endogenous moving costs », *The American Economic Review*, vol. 86, n° 4.
- COBB-CLARK, D.A. (2000),
« Do selection criteria make a difference? Visa category and the labour market status of immigrants to Australia », *Economic Record*, vol. 76, n° 232.
- COPPEL, J., J.C. DUMONT et I. VISCO (2000),
« Trends in immigration and economic consequences », OCDE, Département des affaires économiques, document de travail (à paraître).
- DAVERI, F. et R. FAINI (1999),
« Risk and Migration », in *Labour Markets, Poverty and Development*, sous la direction de G.B. Navaretti, R. Faini et G. Zanalda, Clarendon Press, Oxford.
- DE NEW, J.P. et K.F. ZIMMERMANN (1994),
« Native wage impacts of foreign labour: a random effects panel analysis », *Journal of Population Economics*, vol. 7, n° 2.
- DULEEP, H.O. et M.C. REGETS (1992),
« Some evidence on the effect of admission criteria on immigrant assimilation », in B.R. Chiswick (dir. pub.), *Immigration, Language and Ethnic Issues: Canada and the United States*, American Enterprise Institute, Washington DC.
- FAINI, R. (1998),
« European migration policies in an American perspective », in B. Eichengreen (dir. pub.), *Transatlantic Economic Relations in the Post-Cold War Era*, Council on Foreign Relations, Washington DC.
- FREIDBERG, R. et J. HUNT (1995),
« The impact of immigration on host country wages, employment and growth », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 9, n° 2.
- GARSON, J.P., Y. MOULIER-BOUTANG, R. SILBERMAN et T. MAGNAC (1987),
« La substitution des autochtones aux étrangers sur le marché du travail dans la CEE », *Commission des Communautés européennes et GRAMI*, Paris.
- GUSTMAN, A. et T. STEINMEIER (2000),
« Social Security Benefits of Immigrants and US Born », in G. Borjas (dir. pub.), *Issues in the Economics of Immigration*, The University of Chicago Press.
- HARRIS, J.R. et M.P. TODARO (1970),
« Migration, unemployment and development: a two sector analysis », *American Economic Review*, n° 60.
- NATIONS UNIES (2000),
Migration de remplacement : est-ce une solution pour les populations en déclin et

vieillissantes ? Division de la population, Département des affaires économiques et sociales, New York.

OCDE (1998),
Préserver la prospérité dans une société vieillissante, Paris.

OCDE (2000a),
Mondialisation, migrations et développement, Paris.

OCDE (2000b),
Combattre l'emploi illégal d'étrangers, Paris.

TURNER, D., C. GIORNO, A. DE SERRES, A. VOURET et P. RICHARDSON (1998),
« The macroeconomic implications of ageing in a global context », OCDE, *Département des affaires économiques, document de travail*, n° 193.

VISCO, I. (2000a),
« Immigration, development and the labour market », communication à la conférence internationale Migration Scenarios for the 21st century, Rome, juillet.

VISCO, I. (2000b),
« Welfare systems, ageing and work: an OECD perspective », *Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review*, n° 212.

WINKELMAN, R. et K.F. ZIMMERMAN (1993),
« Ageing, migration and labour mobility », in Johnson, P. et K.F. Zimmerman (dir. pub.), *Labour Markets in an Ageing Europe*, Cambridge University Press.